

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro 025, Juillet-Septembre 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 9, numéro 25
Juillet-Septembre 2026
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/IRGES0425>
www.revue-is.org

**POUR UNE ÉTHIQUE DE LA COMMUNICATION POLITIQUE EN RDC :
CONTRIBUTION DE LA COMMUNICATION NON VIOLENTE À LA
CONSTRUCTION D'UN ESPACE PUBLIC DÉMOCRATIQUE ET DÉLIBÉRATIF**

Euphrasie BAVANDA NKEBANI

Chef de Travaux à l'Institut Supérieur du Commerce (ISC)-Matadi/Kongo Central-RDC

RESUME

Cet article analyse les défis éthiques de la communication politique en République démocratique du Congo, marquée notamment par la violence verbale, la désinformation et la polarisation. En s'appuyant sur les approches de Marshall B. Rosenberg sur la Communication Non-violente et de Jürgen Habermas sur la démocratie délibérative, l'auteure propose de promouvoir une communication fondée sur les faits, l'écoute, le respect de l'adversaire et la recherche de solutions concrètes. Elle préconise la formation des acteurs politiques, la responsabilisation des médias et l'usage responsable des réseaux sociaux afin de renforcer le dialogue, la confiance citoyenne et la consolidation démocratique en RDC.

Mots-clés : éthique, communication politique, Communication Non-violente, espace public, démocratie.

ABSTRACT

This article analyses the ethical challenges of political communication in the Democratic Republic of the Congo, which is characterised in particular by verbal abuse, disinformation and polarisation. Drawing on Marshall B. Rosenberg's approaches to Non-Violent Communication and Jürgen Habermas's work on deliberative democracy, the author proposes promoting communication based on facts, active listening, respect for one's opponent and the search for concrete solutions. She advocates training for political actors, greater accountability on the part of the media and the responsible use of social media in order to strengthen dialogue, public trust and democratic consolidation in the DRC.

Keywords : ethics, political communication, Non-Violent Communication, public sphere, democracy.

INTRODUCTION

La communication politique constitue l'un des principaux instruments par lesquels les citoyens accèdent à l'information, évaluent l'action publique et participent à la vie démocratique. En République Démocratique du Congo (RDC), elle intervient dans un environnement caractérisé par une forte compétition politique, une importante diversité sociale et linguistique, le développement rapide des réseaux sociaux et une circulation croissante des informations et des opinions politiques. Dans ce contexte, la manière dont les acteurs politiques utilisent la parole constitue un enjeu essentiel pour la consolidation de la démocratie.

La liberté d'expression constitue certes une condition fondamentale de la démocratie, mais elle ne signifie pas que toute forme de communication soit compatible avec les exigences d'un espace public démocratique. Une communication fondée sur l'insulte, la stigmatisation, la menace, la diffamation, l'humiliation ou la provocation peut progressivement dégrader la qualité du débat public. L'UNESCO souligne d'ailleurs que l'accès à une information fiable, la liberté d'expression et un environnement médiatique sûr constituent des enjeux importants pour la RDC.

C'est dans cette perspective que la Communication NonViolente (CNV) développée par Marshall B. Rosenberg peut être mobilisée comme une approche éthique permettant de transformer les pratiques discursives. La CNV ne signifie pas l'absence de critique ou de désaccord. Elle vise plutôt à exprimer les désaccords sans déshumaniser l'interlocuteur, en distinguant les faits des jugements, en identifiant les sentiments et les besoins et en formulant des demandes concrètes. Rosenberg organise notamment cette démarche autour de l'observation, de l'expression des sentiments, de l'identification des besoins et de la formulation des demandes.

Cette approche peut être mise en relation avec la théorie de l'espace public et de la démocratie délibérative de Jürgen Habermas. Pour celui-ci, la légitimité démocratique repose notamment sur la possibilité d'une formation publique de l'opinion et de la volonté à travers la discussion. La CNV peut ainsi être considérée comme un outil pratique susceptible de contribuer à créer les conditions communicationnelles nécessaires à cette délibération.

L'analyse sera organisée autour de quatre dimensions : le constat de la situation, l'identification du problème, les solutions envisageables et les résultats attendus.

I. UNE COMMUNICATION POLITIQUE CONGOLAISE CONFRONTEE A LA VIOLENCE VERBALE

La communication politique en RDC constitue un espace de confrontation permanente entre différentes visions de la société, du pouvoir et de la gouvernance. Cette confrontation est normale dans une démocratie pluraliste. Le problème apparaît lorsque le désaccord politique ne porte plus principalement sur les programmes, les politiques publiques et les décisions institutionnelles, mais se transforme en attaque contre les personnes et les groupes.

On observe ainsi, dans certains discours politiques, le recours à des expressions insultantes, accusatoires ou stigmatisantes. Les adversaires peuvent être présentés comme des ennemis, des traîtres, des incapables ou des représentants d'intérêts étrangers. Les réseaux sociaux accentuent cette dynamique en permettant la reproduction immédiate des messages et leur transformation en contenus viraux.

Cette situation doit être replacée dans la transformation contemporaine de l'espace public. Habermas montre que l'espace public démocratique repose sur la possibilité pour les citoyens de discuter des questions d'intérêt général et de soumettre les décisions politiques à la critique publique.¹ Dans cette conception, le débat politique ne consiste pas seulement à parler ; il implique également la capacité d'écouter, de répondre aux arguments et de reconnaître la légitimité de l'autre comme participant à la discussion.

La violence verbale produit exactement l'effet inverse. Elle transforme progressivement l'espace public en espace de confrontation identitaire. Au lieu de considérer l'adversaire comme un citoyen ayant une opinion différente, elle peut conduire à le présenter comme une menace pour la communauté politique.

Cette situation est particulièrement problématique dans le contexte numérique. Dans son analyse récente de l'espace public, Habermas souligne que

¹ ROSENBERG, M. B., *Les mots sont des fenêtres (ou bien ce sont des murs) : introduction à la communication non violente*, 3^e éd., La Découverte, Paris, 2005, pp. 25-36.

les réseaux sociaux ont profondément modifié les conditions de production de la parole publique : chacun peut désormais devenir immédiatement producteur et diffuseur d'un discours public, sans passer nécessairement par les mécanismes traditionnels de médiation journalistique.²

En RDC, cette transformation est visible notamment sur Facebook, TikTok, YouTube et WhatsApp. Une déclaration politique prononcée dans un meeting peut être enregistrée, découpée, commentée, détournée et rediffusée plusieurs fois. La communication devient donc un processus collectif dans lequel le message initial peut acquérir une signification différente de celle voulue par son auteur. La question éthique devient alors centrale : comment permettre aux acteurs politiques de défendre leurs intérêts, de critiquer le pouvoir ou l'opposition et de mobiliser leurs électeurs sans transformer le désaccord politique en violence verbale ?

La Communication Non-violente offre une première réponse. Rosenberg considère que la communication devient destructrice lorsqu'elle repose sur les jugements moralisateurs, les étiquettes, les comparaisons et les formes de langage qui réduisent l'autre à une catégorie négative.³ La CNV propose au contraire d'observer une situation sans immédiatement la transformer en jugement, d'exprimer les sentiments et les besoins et de formuler une demande claire.⁴

Dans le contexte politique congolais, cette distinction est fondamentale. Dire : « Votre gouvernement est composé d'incapables » ne produit pas le même effet que : « Les résultats obtenus dans tel secteur restent insuffisants au regard des objectifs annoncés ; nous proposons donc telle mesure pour améliorer la situation. » Dans le premier cas, l'interlocuteur est attaqué personnellement. Dans le second, la critique porte sur une politique et ouvre la possibilité d'une discussion.

II. LA DEGRADATION DE L'ETHIQUE DU DEBAT PUBLIC

Le problème central n'est donc pas l'existence du conflit politique. Le conflit est inhérent à la démocratie. Le véritable problème réside dans la transformation du conflit d'idées en conflit de personnes.

² HABERMAS J., *Droit et démocratie : entre faits et normes : contribution à une théorie discursive du droit et de la démocratie*, Gallimard, Paris, 1997, pp. 287-328.

³ ROSENBERG M.B., *Op. cit.*, pp. 37-46.

⁴ *Ibidem*.

II. 1. La confusion entre critique politique et attaque personnelle

Une démocratie nécessite la critique. Un journaliste doit pouvoir questionner un ministre, un opposant doit pouvoir dénoncer une politique gouvernementale et un citoyen doit pouvoir contester une décision publique. Cependant, la critique démocratique devrait porter prioritairement sur les actes, les politiques, les résultats et les arguments.

Lorsque la critique devient une attaque personnelle, la discussion rationnelle devient difficile. Cette situation peut être interprétée à partir de Habermas : la communication démocratique suppose que les participants puissent présenter leurs prétentions à la validité, les justifier et accepter qu'elles soient discutées.⁵ L'objectif n'est donc pas nécessairement l'accord immédiat, mais la possibilité d'une discussion dans laquelle chacun peut défendre sa position. La violence verbale détruit cette possibilité parce qu'elle transforme l'interlocuteur en objet de disqualification.

II. 2. La domination de l'émotion sur l'argumentation

La communication politique est naturellement émotionnelle. La colère, l'espoir, la peur et l'indignation peuvent mobiliser les citoyens. Le problème apparaît lorsque l'émotion devient un substitut à l'argument.

Dans un contexte de crise sécuritaire, économique ou sociale, un responsable politique peut être tenté de mobiliser la peur ou la colère pour renforcer son soutien. Cette stratégie peut être efficace à court terme, mais elle risque de produire une polarisation durable.

La CNV ne demande pas de supprimer les émotions. Au contraire, Rosenberg accorde une place importante à leur identification et à leur expression. L'objectif est de permettre à l'acteur de reconnaître ce qu'il ressent au lieu de transformer immédiatement son émotion en accusation.

Ainsi, au lieu de dire : « Vous avez détruit le pays ! » l'acteur pourrait dire : « Nous sommes profondément préoccupés par la situation actuelle, notamment parce que les résultats observés ne correspondent pas aux attentes de la

⁵ HABERMAS J., *Op. cit.*, pp. 287–328.

population. » L'émotion demeure présente, mais elle n'est plus utilisée pour humilier l'adversaire.

II. 3. La logique du « nous contre eux »

La polarisation politique repose souvent sur une construction identitaire opposant deux camps : le « nous », présenté comme légitime, et le « eux », présenté comme responsable des difficultés.

Cette logique peut être particulièrement dangereuse lorsqu'elle se combine avec des identités communautaires, régionales ou linguistiques. La communication politique peut alors dépasser le domaine strictement politique et affecter les relations sociales.

Habermas insiste sur la nécessité d'un espace public accessible à tous les participants légitimes à la discussion.⁶ Une démocratie délibérative suppose donc que l'adversaire puisse être reconnu comme participant au processus politique même lorsqu'il défend une position radicalement différente. La CNV apporte ici un outil concret : séparer la personne de l'acte. On peut condamner une décision sans condamner l'existence ou la dignité de celui qui l'a prise.

II. 4. L'amplification numérique

Le développement des réseaux sociaux accentue encore le problème. Un message agressif peut être partagé des milliers de fois avant même que son contenu ne soit vérifié. Cette situation renforce l'importance d'une éthique de la communication numérique. L'UNESCO souligne actuellement l'importance de l'intégrité de l'information, du journalisme professionnel et de l'accès à une information fiable pour la démocratie.

En RDC, l'enjeu consiste donc à développer une culture dans laquelle la rapidité de publication ne supprime pas la responsabilité de l'auteur. Le problème peut être résumé par le schéma suivant : désaccord politique, attaque personnelle, émotion, diffusion numérique, amplification, polarisation, nouveau conflit.

L'objectif de la CNV est de transformer cette chaîne : désaccord, observation, expression du besoin, écoute, argumentation, demande, recherche de solution.

⁶ HABERMAS, J., *Op. cit.*, pp. 287–328.

III. LA COMMUNICATION NON VIOLENTE COMME OUTIL D'ETHIQUE POLITIQUE

La Communication Non-violente (CNV) ne doit pas être considérée comme une simple technique psychologique destinée à améliorer les relations interpersonnelles. Dans une perspective de communication politique, elle peut être conçue comme un véritable cadre méthodologique et éthique permettant d'améliorer la manière dont les acteurs publics construisent, expriment et défendent leurs positions. Son intérêt réside notamment dans sa capacité à transformer le désaccord en occasion de dialogue, en privilégiant l'identification des faits, l'expression maîtrisée des préoccupations, la clarification des besoins collectifs et la formulation de propositions concrètes. Dans cette perspective, la CNV constitue un moyen de limiter les pratiques discursives fondées sur l'insulte, la stigmatisation, l'humiliation et l'attaque personnelle, sans pour autant remettre en cause la liberté de critique politique.

Marshall B. Rosenberg structure la Communication NonViolente autour de quatre composantes complémentaires : l'observation sans évaluation, l'expression des sentiments, l'identification des besoins et la formulation de demandes concrètes.⁷ La transposition de ces quatre dimensions au domaine politique permet d'envisager une communication publique davantage orientée vers les problèmes collectifs que vers la disqualification des personnes. La politique pourrait ainsi conserver sa dimension conflictuelle, indispensable dans une démocratie pluraliste, tout en modifiant les modalités d'expression du conflit.

Cette conception rejoint la réflexion de Jürgen Habermas sur la démocratie délibérative. Pour cet auteur, la légitimité démocratique ne repose pas uniquement sur le résultat des élections ou sur l'exercice institutionnel du pouvoir ; elle dépend également de processus communicationnels grâce auxquels les citoyens peuvent participer à la formation de l'opinion et de la volonté politiques. Dans ce cadre, la communication devient un mécanisme de médiation entre les institutions, les responsables politiques et les citoyens. Il devient alors nécessaire de rechercher des formes discursives capables de préserver le désaccord tout en maintenant les conditions d'une discussion publique.

⁷ ROSENBERG, M. B., *La communication non violente : une méthode pour mieux communiquer avec les autres et avec soi-même*, PuddleDancer Press, Encinitas (CA), 2003, pp. 61–72.

Pour la République démocratique du Congo, cette réflexion présente une importance particulière. Le débat politique peut être marqué par une forte personnalisation des rapports de pouvoir, par des accusations réciproques, par des procès d'intention et par une polarisation accrue sur les réseaux sociaux. Dans un tel environnement, l'introduction de la CNV permettrait de déplacer progressivement le centre de gravité de la communication politique : il s'agirait de passer de la personne au problème, du jugement au fait, de l'accusation à l'analyse, de la provocation au dialogue et de la dénonciation à la recherche de solutions. La CNV ne chercherait donc pas à supprimer la contradiction politique, mais à l'inscrire dans une logique de responsabilité communicationnelle.

III. 1. Observer sans juger : construire le discours politique à partir des faits

La première étape de la Communication NonViolente consiste à distinguer l'observation du jugement. Rosenberg invite le communicateur à décrire ce qui peut être constaté de manière précise et vérifiable, sans confondre immédiatement les faits avec les interprétations personnelles ou les évaluations morales.³ Cette distinction apparaît essentielle dans le domaine politique, où la frontière entre information, analyse et propagande peut rapidement devenir difficile à établir.

Lorsqu'un responsable politique affirme que « le gouvernement est incapable », il ne décrit pas objectivement une situation ; il porte un jugement global sur l'action gouvernementale. De la même manière, lorsqu'un opposant déclare que « les dirigeants ont détruit le pays », il produit une appréciation politique qui nécessite d'être étayée par des faits précis. Une communication politique éthique devrait plutôt identifier les décisions prises, les objectifs annoncés, les résultats observables et les écarts constatés.

Ainsi, au lieu d'affirmer : « Ce gouvernement ne fait jamais rien pour la population », un acteur politique pourrait déclarer : « Au cours de la période considérée, trois mesures avaient été annoncées dans ce secteur ; deux ont été mises en œuvre et une demeure en attente. Nous souhaitons donc connaître les raisons de ce retard. » Dans cette seconde formulation, la critique demeure ferme, mais elle devient vérifiable et ouvre un espace à la contradiction.

Cette démarche peut être résumée par la séquence suivante : fait observable, donnée vérifiable, analyse et jugement politique. L'intérêt scientifique de cette démarche réside dans la séparation entre ce qui relève de l'information et

ce qui relève de l'interprétation. Elle permet au citoyen de mieux comprendre sur quoi repose une critique politique et de juger lui-même sa pertinence.

Dans le contexte congolais, cette méthode pourrait être appliquée à de nombreux domaines de l'action publique, notamment à la sécurité, à l'emploi, à l'éducation, à la santé, aux infrastructures, aux finances publiques, à la gouvernance, au processus électoral et à la lutte contre la corruption. Prenons le cas de l'insécurité. Plutôt que d'affirmer : « Les autorités sont incapables de protéger la population », une communication fondée sur l'observation pourrait indiquer que « plusieurs territoires continuent à connaître des incidents sécuritaires malgré les mesures annoncées par les autorités ; il est donc nécessaire d'évaluer publiquement les résultats obtenus et les difficultés rencontrées ». Cette formulation ne renonce pas à la critique, mais elle la réoriente vers l'examen des résultats.

Cette transformation est cohérente avec la démocratie délibérative telle que la conçoit Habermas. L'espace public doit permettre aux participants de soumettre leurs affirmations à la discussion, à l'argumentation et à la critique. L'observation factuelle constitue ainsi le premier niveau d'une communication politique responsable. Dans le contexte de la RDC, elle pourrait favoriser une culture dans laquelle l'accusation est précédée par l'établissement des faits et où l'opinion est clairement distinguée de l'information.

III. 2. Exprimer les sentiments : intégrer l'émotion dans une communication politique responsable

La deuxième composante de la CNV consiste à identifier et à exprimer les sentiments produits par une situation. À première vue, cette dimension peut paraître éloignée de la communication institutionnelle. Pourtant, la politique est également un univers d'émotions. La peur, l'indignation, l'espoir, la frustration, l'inquiétude et la colère influencent largement la manière dont les citoyens perçoivent les problèmes collectifs.

L'enjeu éthique n'est donc pas de supprimer l'émotion du discours politique, ce qui serait irréaliste, mais de la rendre explicite sans la transformer en instrument d'agression. Un responsable politique peut exprimer une profonde inquiétude face à l'insécurité sans accuser personnellement tous ses adversaires d'être responsables des violences.

Ainsi, au lieu de déclarer : « Vous êtes responsables de toutes les violences dans le pays », il pourrait dire : « Nous sommes profondément préoccupés par la persistance des violences dans plusieurs territoires et nous estimons nécessaire de renforcer les mécanismes de protection des populations. » Dans la première formulation, l'émotion se transforme en accusation ; dans la seconde, elle devient le point de départ d'une discussion sur un problème collectif. Rosenberg montre que l'identification des sentiments permet au locuteur de mieux exprimer son expérience au lieu d'attribuer directement la responsabilité de son état émotionnel à une autre personne. Transposée à la communication politique, cette logique peut conduire à une expression plus maîtrisée de l'indignation, de l'inquiétude ou de la frustration.

En RDC, un responsable politique pourrait ainsi exprimer sa préoccupation face à l'insécurité, son indignation face à la corruption, son inquiétude devant le chômage, sa frustration à l'égard de certains dysfonctionnements institutionnels ou son espoir à l'égard d'une réforme. Dans chacun de ces cas, l'émotion resterait présente, mais elle serait formulée de manière à favoriser la compréhension plutôt que l'affrontement.

Il convient également de préciser que l'approche de la CNV ne conduit pas à éliminer les dimensions émotionnelles de la communication politique. Elle cherche au contraire à les rendre compatibles avec la discussion publique. Dans une perspective habermassienne, l'enjeu réside alors dans la possibilité de soumettre les positions exprimées à la justification et à la critique publiques. La CNV peut ainsi être envisagée comme une interface entre émotion, responsabilité et argumentation.

III. 3. Identifier les besoins collectifs : déplacer le conflit de la personne vers le problème

La troisième étape de la CNV consiste à identifier les besoins qui se trouvent derrière les sentiments exprimés. Cette dimension présente un intérêt particulier pour la communication politique parce qu'elle permet de déplacer le débat de la question de savoir « qui est coupable ? » vers celle de savoir « quel problème collectif doit être résolu ? ».

Dans de nombreux conflits politiques, les acteurs consacrent une part importante de leur communication à désigner des responsables. Le pouvoir accuse l'opposition de bloquer les réformes ; l'opposition accuse le gouvernement de

mauvaise gouvernance ; les citoyens accusent les institutions de ne pas répondre à leurs attentes. Or, derrière ces confrontations se trouvent souvent des besoins collectifs qui peuvent être reconnus par plusieurs parties.

Dans le contexte congolais, ces besoins peuvent concerner la sécurité, la justice, la dignité, l'emploi, l'éducation, la santé, la participation citoyenne, la transparence, la représentation politique, l'égalité et l'accès aux services publics. Le rôle de la CNV serait alors de permettre aux acteurs d'identifier ces besoins comme des objets communs de discussion. Par exemple, deux partis politiques peuvent défendre des solutions différentes concernant la sécurité nationale. Le premier peut privilégier le renforcement des capacités militaires, tandis que le second peut insister davantage sur la réforme de la justice, la bonne gouvernance et le développement local. Ils peuvent être en désaccord sur les moyens, tout en reconnaissant un même besoin : assurer la sécurité des citoyens.

Cette distinction entre besoins communs et moyens divergents est fondamentale pour la démocratie. Le désaccord ne disparaît pas, mais il devient plus facilement négociable. La CNV permet ainsi de conserver la pluralité des positions tout en évitant que les différences politiques soient automatiquement interprétées comme des incompatibilités absolues. Cette démarche rejoint la conception de Habermas selon laquelle la démocratie délibérative doit permettre aux acteurs de confronter leurs arguments, leurs intérêts et leurs prétentions dans un espace où la discussion reste possible. Le conflit politique ne constitue donc pas une anomalie ; il devient problématique lorsqu'il détruit les conditions de la discussion.

Dans cette perspective, la CNV ne cherche pas à supprimer le conflit politique en RDC. Elle cherche plutôt à transformer la structure communicationnelle de ce conflit, en permettant de passer de la confrontation des personnes à la confrontation des problèmes, des intérêts et des solutions.

III. 4. Formuler des demandes concrètes : transformer la critique en proposition politique

La quatrième composante de la Communication Non-violente consiste à formuler des demandes claires, précises et réalisables.⁸ Cette étape constitue une

⁸ *Ibidem.*

dimension essentielle de la communication politique parce qu'elle oblige l'acteur à dépasser la simple dénonciation pour proposer une orientation concrète.

Une déclaration telle que « le gouvernement a échoué » exprime un jugement, mais elle ne permet pas au citoyen de connaître l'alternative proposée. Une communication plus constructive pourrait être formulée de la manière suivante : « Les résultats obtenus dans ce secteur restent insuffisants au regard des objectifs annoncés ; nous demandons donc la publication des données d'évaluation, l'identification des obstacles et la présentation d'un calendrier précis des mesures correctives. »

Le discours reste critique, mais il devient également opérationnel. Il indique le problème, précise l'objet de la critique et formule une demande susceptible d'être discutée et évaluée.

Il est alors possible de proposer un modèle de communication politique fondé sur la séquence suivante : problème, preuve, besoin, proposition, demande, évaluation. Cette méthode présente un intérêt pour la RDC parce qu'elle permet aux acteurs de conserver leur fonction de contrôle et de critique sans transformer la communication en affrontement verbal.

Dans cette perspective, la communication politique devrait passer progressivement de la formulation « vous êtes incapables » à une formulation telle que : « voici le problème constaté, voici les données disponibles, voici pourquoi nous estimons que la politique actuelle est insuffisante et voici l'alternative que nous proposons ». Le citoyen ne reçoit alors plus uniquement une condamnation ; il reçoit une information, une analyse, une critique, une proposition et un moyen d'évaluer les résultats.

La CNV contribue ainsi à une rationalisation du discours politique, car elle oblige l'acteur à articuler ce qu'il observe, ce qu'il ressent, ce qu'il considère comme nécessaire et ce qu'il demande effectivement.

III. 5. Former les responsables politiques à la Communication NonViolente

L'intégration de la CNV dans la communication politique congolaise suppose une politique de formation systématique des acteurs. Les partis politiques, les institutions publiques, les organisations de la société civile et les structures de formation devraient accorder une attention particulière à la préparation des responsables chargés de prendre la parole au nom des organisations.

La formation devrait notamment développer l'écoute active, la gestion des désaccords, la maîtrise des émotions, la distinction entre faits et jugements, la formulation de critiques constructives, la communication en période de crise, la communication numérique responsable et la prévention des discours de haine.

Une telle formation ne devrait surtout pas avoir pour objectif de neutraliser la compétition politique. Un parti d'opposition doit continuer à dénoncer les insuffisances du gouvernement, de même qu'un gouvernement doit pouvoir défendre ses choix et répondre à ses critiques. Le principe directeur devrait plutôt être le suivant : critiquer les politiques, les décisions et les résultats sans déshumaniser les personnes.

Cette distinction permettrait de faire de l'éthique communicationnelle non pas une contrainte extérieure imposée aux acteurs politiques, mais une compétence professionnelle intégrée à leur métier. Le responsable politique ne serait plus seulement évalué à partir de sa capacité à mobiliser, mais également à partir de sa capacité à communiquer de manière responsable.

III. 6. Créer des espaces institutionnels de dialogue politique

La Communication Non-violente peut également être intégrée dans les espaces institutionnels et médiatiques de discussion politique. Les débats parlementaires, les émissions de télévision et de radio, les forums citoyens, les débats électoraux, les consultations publiques, les dialogues interpartis et les mécanismes de médiation pourraient être organisés selon des règles destinées à réduire les comportements discursifs agressifs.

Dans ces espaces, il serait notamment nécessaire d'encourager les participants à écouter avant de répondre, à distinguer les faits des interprétations, à demander des preuves lorsque cela est nécessaire, à critiquer les décisions plutôt que les personnes, à reconnaître les arguments pertinents de l'adversaire et à accompagner toute critique d'une proposition alternative.

Ces règles rejoignent la logique de la démocratie délibérative de Habermas. Pour l'auteur, la démocratie ne repose pas seulement sur l'élection périodique des représentants. Elle suppose également des processus communicationnels à travers lesquels les citoyens et les acteurs politiques participent à la formation de l'opinion et de la volonté.

Dans le contexte congolais, la création d'espaces de dialogue régulièrement institutionnalisés contribuerait à réduire la logique de communication exclusivement conflictuelle. Le débat politique pourrait ainsi devenir un mécanisme de clarification des désaccords et de recherche de compromis plutôt qu'un simple spectacle de confrontation.

III. 7. Responsabiliser les médias dans la construction d'un espace public éthique

Les médias jouent un rôle déterminant dans la diffusion et la hiérarchisation de l'information politique. Ils ne sont pas uniquement des canaux techniques de transmission ; par la sélection des sujets, des invités, des titres, des extraits et des images, ils influencent également la manière dont le public perçoit les conflits politiques.

Dans cette perspective, l'application des principes de la CNV au journalisme consisterait à dépasser la recherche systématique de la déclaration la plus polémique et à favoriser davantage la contextualisation des propos controversés. Le journaliste devrait non seulement demander à l'acteur politique ce qu'il reproche à son adversaire, mais également lui demander quelles preuves il possède, comment il interprète les faits et quelles solutions il propose. Le modèle médiatique pourrait ainsi être formulé comme suit : informer, vérifier, contextualiser, confronter, expliquer, favoriser le débat. Cette démarche permettrait aux médias de jouer davantage un rôle de médiateurs de l'espace public. Elle contribuerait également à éviter que les propos les plus agressifs bénéficient automatiquement d'une visibilité disproportionnée en raison de leur potentiel de polémique.

Dans le contexte de la RDC, la responsabilité médiatique apparaît donc comme un complément indispensable à la CNV. Former seulement les responsables politiques ne suffirait pas si les médias continuaient à privilégier systématiquement les contenus les plus provocateurs. L'éthique de la communication doit donc concerner l'ensemble de la chaîne de production et de circulation de l'information.

III. 8. Promouvoir une Communication Non-violente dans l'espace numérique

La transformation numérique de l'espace public rend également nécessaire l'adaptation de la CNV aux réseaux sociaux. Facebook, TikTok, YouTube, X et WhatsApp permettent aujourd'hui à de nombreux citoyens de devenir directement producteurs et diffuseurs de discours politiques. Cette démocratisation de la parole

représente un progrès en matière de participation, mais elle augmente aussi la capacité des individus à amplifier rapidement des contenus agressifs, trompeurs ou sortis de leur contexte.

La responsabilité ne doit donc pas être réservée aux professionnels de la politique et des médias. Le citoyen devient lui-même un acteur de la communication publique et doit, à ce titre, développer des compétences éthiques et critiques. Avant de publier ou de partager un message politique, une grille simple pourrait être utilisée : est-ce vrai ? est-ce nécessaire ? est-ce vérifiable ? est-ce respectueux ? est-ce orienté vers une solution ?

Cette démarche permettrait de distinguer une communication politique destinée à informer et à participer au débat d'une communication destinée essentiellement à provoquer, humilier ou mobiliser les émotions négatives.

Dans les groupes WhatsApp notamment, un message peut rapidement quitter son contexte initial et être transféré à plusieurs communautés. Une information non vérifiée peut ainsi devenir une « vérité » apparente en raison de sa répétition. La CNV numérique doit donc être accompagnée d'une culture de vérification et de contextualisation. Le principe pourrait être résumé de la manière suivante : avant de partager, vérifier ; avant de répondre, comprendre ; avant d'accuser, établir les faits ; avant de critiquer, proposer une alternative.

III. 9. Pour un modèle congolais de communication politique éthique

L'ensemble des principes précédents permet de construire un modèle opérationnel de communication politique responsable adapté à la RDC. Ce modèle peut être organisé autour de neuf moments complémentaires : observer les faits, reconnaître ses émotions, identifier les besoins collectifs, présenter les preuves, formuler une critique, exprimer une demande, proposer une alternative, écouter la réponse de l'adversaire et évaluer les résultats.

Un tel modèle permettrait de faire évoluer progressivement les pratiques politiques selon plusieurs transformations : passer de l'attaque à l'argument, de l'accusation à la preuve, de l'insulte à la critique, de la provocation au dialogue, de la rumeur à la vérification, de la dénonciation à la proposition et de la confrontation à la délibération.

L'intérêt de ce modèle réside précisément dans le fait qu'il ne cherche pas à supprimer la compétition politique. Il vise plutôt à faire en sorte que cette compétition soit exercée dans des conditions compatibles avec les principes démocratiques. La Communication Non-violente pourrait ainsi être utilisée comme un instrument d'autorégulation discursive. Elle permettrait à l'acteur politique de conserver sa liberté d'expression tout en prenant conscience des effets possibles de ses paroles sur l'adversaire et sur la société.

IV. POUR UN ESPACE PUBLIC CONGOLAIS PLUS DEMOCRATIQUE ET DELIBERATIF

L'application de la Communication Non-violente à la communication politique congolaise pourrait produire plusieurs résultats.

IV. 1. Amélioration de la qualité du débat public

Le premier résultat attendu serait le passage d'une communication centrée sur les personnes à une communication centrée sur les problèmes publics. La discussion politique pourrait alors suivre le modèle : faits, analyse, désaccord, argument, contre-argument, proposition, compromis. Cette évolution renforcerait la dimension délibérative de l'espace public.

IV. 2. Réduction de la violence verbale

La pratique de l'observation, de l'expression des sentiments, de l'identification des besoins et de la formulation de demandes permettrait de réduire les insultes et les accusations personnelles. Il ne s'agit pas de supprimer le conflit, mais de transformer la manière de le gérer. La démocratie congolaise n'a pas besoin d'une société sans désaccord ; elle a besoin d'une société capable de désapprouver sans détruire.

IV. 3. Renforcement de la reconnaissance de l'adversaire politique

La CNV permettrait de restaurer une distinction essentielle entre l'adversaire et l'ennemi. L'adversaire est celui avec lequel on est en désaccord mais avec lequel on accepte de continuer à vivre dans le même espace politique. Cette distinction est essentielle pour la démocratie délibérative.

IV. 4. Renforcement de la confiance citoyenne

Une communication politique plus transparente, argumentée et respectueuse pourrait contribuer à améliorer la confiance des citoyens. Le citoyen ne serait plus uniquement considéré comme un électeur à mobiliser, mais comme un participant à la discussion publique. Cela rejoint l'idée habermassienne selon laquelle la légitimité démocratique dépend de processus de formation publique de l'opinion et de la volonté.⁹

IV. 5. Développement d'une culture du dialogue

A moyen terme, l'utilisation de la CNV pourrait contribuer à développer une culture politique reposant davantage sur l'écoute ; la tolérance ; l'argumentation ; le respect ; la négociation ; le compromis ; la recherche de solutions. Cette culture serait particulièrement importante dans un pays caractérisé par une grande diversité sociale, linguistique et politique.

IV. 6. Renforcement de la démocratie délibérative

Le résultat ultime attendu est la construction d'un espace public dans lequel les citoyens peuvent participer à la discussion des problèmes collectifs sans être systématiquement exposés aux insultes, aux menaces et à la stigmatisation. La CNV ne constitue donc pas une alternative à la liberté d'expression. Elle représente plutôt une méthode permettant d'exercer la liberté d'expression de manière responsable.

Le modèle peut être résumé ainsi : Liberté d'expression, responsabilité éthique, écoute, argumentation, respect de l'adversaire avec comme résultat : espace public démocratique et délibératif.

CONCLUSION

L'éthique de la communication politique constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour la consolidation démocratique en République Démocratique du Congo. La multiplication des espaces de communication, notamment numériques, offre aux citoyens de nouvelles possibilités de participation, mais elle augmente également les risques de polarisation, de désinformation et de violence verbale.

⁹ HABERMAS J., *Op. cit.*

Le problème ne réside donc pas dans l'existence du désaccord politique. Une démocratie vivante doit permettre la critique, la contestation et même l'opposition vigoureuse. Le véritable enjeu consiste à empêcher que le désaccord se transforme en déshumanisation de l'adversaire.

Dans cette perspective, la Communication Non-violente de Marshall Rosenberg apporte un cadre pratique particulièrement pertinent. Son modèle fondé sur l'observation, les sentiments, les besoins et les demandes permet de transformer une communication accusatoire en communication orientée vers la compréhension et la résolution des problèmes.

Cette approche peut être articulée avec la conception habermassienne de l'espace public et de la démocratie délibérative. Si Habermas fournit le cadre théorique d'une démocratie fondée sur la discussion publique, Rosenberg fournit des outils pratiques permettant d'améliorer la qualité de cette discussion.

La contribution essentielle de la CNV à la communication politique congolaise peut ainsi être résumée en une formule : Ne pas supprimer le conflit politique, mais transformer sa forme : passer de l'attaque de la personne à la critique de l'action, du jugement à l'observation, de l'accusation à l'argument, de la provocation au dialogue et de la confrontation à la recherche de solutions.

Une telle transformation contribuerait à faire de l'espace public congolais non pas un lieu d'affrontement permanent, mais un espace de débat, de participation, de responsabilité et de délibération démocratique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- HABERMAS J., *Droit et démocratie : entre faits et normes : contribution à une théorie discursive du droit et de la démocratie*, Gallimard, Paris, 1997.
- ROSENBERG, M. B., *La communication non violente : une méthode pour mieux communiquer avec les autres et avec soi-même*, PuddleDancer Press, Encinitas (CA), 2003.
- ROSENBERG, M. B., *Les mots sont des fenêtres (ou bien ce sont des murs) : introduction à la communication non violente*, 3^e éd., La Découverte, Paris, 2005.